

20 mai 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision allemande le 20 mai 1987, sur le désarmement et la coopération bilatérale franco-allemande.

QUESTION.- Monsieur le Président, quelles sont les chances et les risques de "l'option double zéro" pour l'Europe et surtout aussi pour les relations des Européens avec l'Amérique ?

- LE PRÉSIDENT.- Les chances c'est que pour la première fois, je crois, on voit les Soviétiques et les Américains admettre sérieusement qu'un désarmement est possible. Cela est nouveau. C'est une bonne chose que de désarmer, surtout quand il s'agit de deux pays, de deux superpuissances qui disposent, l'un - les Etats-Unis d'Amérique - d'environ 13000 charges nucléaires et l'autre - l'Union soviétique - d'environ 11 à 12000. Tout ce qui réduit cette puissance militaire dramatiquement dangereuse est une bonne chose puisque c'est le phénomène inverse qui se poursuit depuis 40 ans. On surarme toujours et donc, j'approuve la démarche de MM. Gorbatchev et Reagan.

- Ils ont commencé par "l'option zéro", les forces nucléaires dites intermédiaires à longue portée `LRINF`. Pour simplifier : SS 20 d'un côté et Pershings 2 de l'autre, plus les missiles de croisière. J'ai tout de suite approuvé cette négociation. Elle correspond au désir de l'OTAN exprimé en 1979, reprise par M. Reagan en 1981. Et moi-même qui ai souhaité l'installation des Pershings 2, parce que les Soviétiques continuaient d'installer en grand nombre des SS 20 en Europe et ailleurs, j'ai toujours dit "il faut que les Soviétiques renoncent à cette installation". S'ils y renoncent, je ne vais pas m'en plaindre.

- La deuxième option zéro toucherait aux forces nucléaires intermédiaires à courte portée `SRINF` : de 1000 à 500 kms de portée. Ces armes, la France n'en possède pas et la Grande-Bretagne non plus. Il s'agit donc d'un problème tout à fait spécifique dans les relations germano-américaines, même si cela nous intéresse. Nous sommes les alliés et les amis de l'Allemagne fédérale, de l'Angleterre également et tout ce qui se passe sur ce continent, si petit, intéresse la France.

- Je pense que c'est une bonne démarche que de désarmer, aussi sur ce plan là. Mais j'ai dit au Chancelier Kohl que j'estimais qu'il appartenait au gouvernement allemand de définir les intérêts de son pays, qu'il n'appartenait pas à la France de se substituer à l'Allemagne. Et que, lorsque ce gouvernement aura fait connaître de façon définitive sa position, nous verrons ce que nous ferons mais nous ne ferons rien en tout cas pour gêner la démarche allemande. C'est pour cela que je suis resté discret. Mais j'approuve la démarche de M. Gorbatchev et de M. Reagan tendant à ce désarmement. Je tiens à ce qu'il y ait une démarche européenne commune autant que possible.

- QUESTION.- Il y a un troisième élément dans cette discussion : c'est la liaison de la double option zéro avec les armes de très courte portée `SNF`.

- LE PRÉSIDENT.- Vous voudriez me faire dérouler tout le processus de discussion. La question n'a pas été posée sur la table. Je sais bien qu'on en parle dans les couloirs, qu'il y a des confidences de diplomates ou d'hommes politiques. Mais, puisque la question n'est pas posée par les deux négociateurs, je n'ai pas de raison de m'engager sur ce terrain, du moins prématurément.

QUESTION.- Monsieur le Président, si vous le permettez, parlons du dossier franco-allemand. On a quelquefois l'impression qu'il y a beaucoup de paroles mais que dans quelques domaines

- quelques-uns impressionnent que n'y a pas de décision mais que dans quelques semaines pratiques, nécessaires, il n'y a pas de décision : je pense par exemple au TGV : c'est en discussion depuis des années mais il n'y a pas de décision.

- LE PRESIDENT.- Nous sommes prêts.

- QUESTION.- C'est-à-dire que vous attendez que...

- LE PRESIDENT.- Nous sommes prêts. Nous en parlons chaque fois et nous souhaitons très vivement que les Trains à grande vitesse puissent étoiler dans toute l'Europe, en tout cas dans toute l'Europe de l'Ouest, avec, comme vous le savez, une jonction possible avec la Grande-Bretagne par le futur tunnel. Sans oublier que les axes principaux c'est tout de même Bruxelles, Liège, Francfort, le cas échéant La Haye et que cela devrait être au centre des conversations entre Européens. Je souhaite que cela se fasse.

- QUESTION.- Mais vous n'avez pas l'impression que quelquefois les Allemands freinent dans cette question ?

- LE PRESIDENT.- Je ne veux pas accuser les Allemands. Chacun défend ses intérêts. Il y a une certaine bureaucratie qui pèse, des habitudes, des traditions. Et il faut toujours qu'une volonté politique intervienne pour débloquer les choses. Alors est-ce que cette volonté politique est assez forte ? C'est ce que j'espère.

- QUESTION.- Et en ce qui concerne la navette spatiale, vous avez dit : "l'avenir c'est l'espace" ?

- LE PRESIDENT.- J'ai proposé cela déjà en 1983, à La Haye. Vous savez que cela met du temps. Mais enfin, il ne faut s'étonner. Patience et temps, c'est cela la politique dans le monde. Je pense que ce serait une très grande -entreprise franco-allemande, ce serait magnifique. Avec les autres européens très bien. Même en France il y a eu des lenteurs, plus encore peut-être dans les autres pays. Mais je suis convaincu que cette idée finira par s'imposer, car il est important que l'Europe existe et elle existera par sa capacité de maîtrise de l'espace.

- QUESTION.- Sur le plan de la CEE, surtout sur le -plan du marché agricole, il y a vraiment une grande différence entre la France et l'Allemagne, se sont les montants compensatoires ?

- LE PRESIDENT.- Oui, pour l'instant, cela n'a pas toujours été le cas. Présentement, il y a une difficulté. Vous savez que demain commence une réunion entre les Allemands et les Français. C'est un sommet traditionnel, bien utile, et se sont nos amis Allemands qui viennent nous voir demain à Paris. On va beaucoup parler de cela, sûrement : d'abord les spécialistes, puis ensuite les responsables de la politique de nos deux pays. D'après ce qui m'est dit, les points de vue sont encore assez opposés. Je mêlerai mes efforts à ceux des responsables qui veulent que l'Allemagne et la France organisent ensemble, autant qu'il est possible, leur destin.\

QUESTION.- Monsieur le Président, la France entre dans une phase électorale, présidentielle. Est-ce que vous ne voyez pas un certain danger que, pendant cette période, l'action du gouvernement, mais peut-être aussi l'action du Président de la République en ce qui concerne la politique extérieure soit paralysée ?

- LE PRESIDENT.- Pour ce qui me concerne aucunement. J'assume mes fonctions de Président de la République, je les assumerai jusqu'à la fin de mon mandat, c'est-à-dire fin avril - début mai 1988 et je n'ai aucune raison de m'occuper d'autre chose que de ma tâche. L'approche des élections - il y a encore un an - ne me distraira pas du tout de l'objectif, c'est-à-dire d'affirmer la politique extérieure de la France dans le monde et particulièrement la politique de la France au sein de la Communauté européenne qui est pour nous un axe majeur au sein de laquelle l'amitié franco-allemande est essentielle.

- QUESTION.- On peut penser que l'actuel Président de la République sera candidat ?

- LE PRESIDENT.- Je suis Président de la République, je fais mon travail et je veux le faire jusqu'au terme en respectant le contrat qui m'unit aux Français. Je n'ai pas fait d'autres prévisions.\